



AMBASSADE DE SUISSE  
AU BRÉSIL

RIO DE JANEIRO, le 24 mai 1966

Case postale 744  
Télégrammes: AMBASUISSE  
Code: A. B. C. 6<sup>me</sup> édition

Réf.: 381. I/9

Rapport politique no.2

Monsieur Willy Spühler  
Conseiller fédéral  
Chef du Département politique

en					c/a
B e r n e	Datum				11.7.
	Via				ju
EPD 11. Juli 1966					
Ref p.A. 21.31. Rio de Janeiro					

Situation politique au Brésil

Monsieur le Conseiller fédéral,

Depuis que je me trouve à Rio de Janeiro, j'entends parler plus ou moins sérieusement de crise politique au Brésil, d'incapacité du Président Castello Branco à gouverner le pays, d'intenses luttes intestines entre généraux et même de la possibilité d'un nouveau coup d'état.

Le fait est qu'il avait été facile, en mars 1964, de faire l'union presque unanime contre Goulart. Il s'agissait alors, dans le secteur politique, de lutter contre la gauche qu'on taxait de "communiste", dans le secteur économique, de lutter contre l'inflation et toutes ses conséquences et, dans le secteur administratif, de lutter contre le gaspillage et la corruption. Sauf un nombre probablement très restreint d'intellectuels (et naturellement les personnes visées), tous les milieux qui comptaient au Brésil pouvaient souscrire au programme de la révolution. Le vénérable maréchal Denys (d'origine valaisanne) qui a été un des inspirateurs de la révolution de 1964 m'a confirmé que tout aurait déjà été prêt en 1961 et que c'est volontairement que les militaires auraient attendu jusqu'au dernier moment pour déclencher la révolution afin que les méfaits du régime Goulart soient clairs à tout le monde.

./..

- 2 -

Il est cependant plus facile de faire une révolution que de bien diriger un pays. Les premières difficultés commencèrent lorsqu'il s'agit de choisir un président provisoire parmi les "révolutionnaires". On finit par s'entendre (plus ou moins) sur le nom de Castello Branco non pas nécessairement parce que celui-ci s'imposait car il y avait d'autres personnalités au moins aussi fortes que lui mais parce qu'il était considéré comme un chef sans ambitions personnelles. Il était prévu que cet homme laid mais aimable, d'une formation générale et d'une culture nettement au-dessus de la moyenne des autres officiers, et d'une intégrité absolue, jouerait le jeu de tous ceux qui avaient plus d'ambitions que lui. Contrairement à ces désirs, cette personnalité considérée comme faible suivit sa propre politique plus que celle de ses promoteurs. Tout en n'oubliant pas le but principal de la révolution, c'est-à-dire l'élimination de l'ancien régime, il prit la tâche de ramener le pays à la normalité constitutionnelle au sérieux, peut-être aussi pressé par les Etats Unis. A de nombreuses reprises, il montra aussi un sens politique et même une ruse remarquable en profitant des luttes intestines entre "vainqueurs" pour se débarrasser de certaines personnalités encombrantes et pour suivre la voie qui lui semblait la meilleure pour le pays.

Après la liquidation de la gauche - et encore fallait-il du macarthysme pour qualifier de nombreuses personnes de "gauchissantes" -, les généraux commencèrent à vouloir se "distribuer le butin". Nombreux furent ceux d'entre eux qui désiraient être le futur président de la République ou le vice-président ou gouverneur d'un des états. Nombreux étaient également les politiciens qui avaient pu se tourner au bon moment du côté des généraux et qui étaient remplis de nouvelles

./..

- 3 -

ambitions. Le maréchal Castello Branco, au lieu de pouvoir s'occuper du développement du pays, dut surtout intervenir en politique intérieure. Sa tâche principale était et reste d'éviter une désintégration de l'armée, seule force vraiment puissante du pays qui, par son unité et sa discipline, réussissait toujours à équilibrer avec aisance les mouvements extrémistes. L'armée et la marine brésiliennes ont, contrairement à ceux de certains autres états de l'Amérique latine, une vieille tradition de culture et de discipline. Chaque général ou amiral a dû passer par le tri des hautes écoles militaires et le favoritisme ne paraît pas jouer un rôle important. Les officiers qui se trouvent actuellement à la tête des forces armées formaient un groupe de collègues et d'amis qui avaient, à peu d'exceptions près, toujours travaillé ensemble dans l'intérêt du pays. Ensemble ils avaient préparé la révolution de 1964. Mais une fois qu'ils eurent goûté au pouvoir, des ambitions nouvelles s'éveillèrent, ambitions qui semblent\*mettre en jeu les vieilles amitiés.

\* même

C'est certainement le général Costa e Silva, ministre de la guerre, qui rend la vie particulièrement dure au président. Immédiatement après la révolution, il avait pris possession de ce ministère sans admettre de discussion, sur la base du "droit d'ancienneté". L'hiver passé, il s'est nommé lui-même candidat à la présidence de la République bien qu'il eût été entendu avec Castello Branco et ses autres collègues que l'on ferait un choix collégial. Il tâcha de se tirer d'affaire en disant qu'il n'était pas candidat mais uniquement "candidat à la candidature". Quoiqu'il en soit, il était évident que Castello Branco n'apprécia pas ce geste de son ami et probablement pas non plus la personne du candidat. Tenant compte des nombreux services rendus à la patrie par son

./..

- 4 -

ministre de la guerre et craignant une scission dans les forces armées, il fit bonne mine à mauvais jeu et alla jusqu'à se déclarer d'accord avec sa candidature (toutefois sans enthousiasme). Très habilement, Costa e Silva sut profiter des circonstances favorables et il est presque certain que, le 26 mai prochain, l'ARENA, parti politique majoritaire nouvellement créé, l'élira comme candidat officiel à la présidence. Au plus tard le 3 juillet il sera obligé de donner sa démission de ministre de la guerre, puisqu'il n'est pas admis qu'un candidat fasse partie de l'exécutif. N'ayant plus aucune fonction officielle, Costa e Silva sera, alors, beaucoup plus vulnérable et nombreux sont les observateurs qui s'attendent à une manoeuvre de la part de Castello Branco et de quelques uns des autres leaders pour l'éliminer comme candidat. Entretemps, d'autres généraux encouragés par le succès de Costa e Silva veulent eux aussi forcer les issues en prenant des attitudes fortes afin d'obtenir ce qu'ils veulent.

Le malheur est que les chefs militaires qui avaient voulu mettre de l'ordre dans la politique du pays ont créé, par leurs ambitions personnelles, un nouveau désordre presque aussi malheureux que l'ancien. Jusqu'ici, les forces armées étaient l'ultime secours en cas de danger grave; il n'en serait plus de même si les divergences en leur sein devaient être la source des troubles. Il faut espérer que le sens de discipline qui, jusqu'ici, avait régné dans les forces armées prendra une fois de plus le dessus.

Tandis que le but principal de la révolution a certainement été atteint dans le secteur politique même si le nouveau régime ne paraît pas donner entièrement satisfaction, le résultat a été moins favorable dans les autres secteurs. La lutte contre l'inflation et ses conséquences est encore en

./..

- 5 -

plein cours. Il est vrai d'une part que la balance commerciale du pays est redevenue positive, que les réserves de la Banque Centrale recommencent à se former et que le cours du cruzeiro est stable depuis relativement longtemps mais, d'autre part, le coût de la vie continue à augmenter très rapidement (18,7 % durant les premiers 4 mois de 1966) et le niveau de vie de la masse diminue malgré une appréciable augmentation du salaire minimum (30 %). Les commerçants et une grande partie des industriels se plaignent de faire de mauvaises affaires. Malgré tout, on peut parler d'une nette amélioration. Si le tandem Bulhões/Roberto Campos (ministres des finances et de la planification) pouvait rester suffisamment longtemps au pouvoir pour mener à bien son plan de stabilisation, il y aurait tout lieu d'être optimiste. Ce serait, en effet, la première fois que, grâce aux pouvoirs exceptionnels du gouvernement, un plan pourrait être exécuté intégralement bien qu'il touche aux intérêts de tous les groupes puissants du pays et sans qu'il soit nécessaire de tenir compte de leurs tentatives de pression.

Il n'est pas facile de juger le résultat de la lutte contre le gaspillage et la corruption. Selon de nombreuses personnes, il serait pratiquement nul; or, il n'y a pas de doute que le gaspillage a diminué et que, pour le moins du côté des militaires qui ont pris le pouvoir, la corruption a fléchi.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma haute considération.

